



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

21^{ème} Comité Intergouvernemental d'Experts

Croissance et transformation en Afrique de l'Est : *Accélérateurs et freins*

Lieu : Moroni, Union des Comores

Dates : 7 et 9 novembre 2017

NOTE DE SYNTHÈSE

I. Contexte

Le Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Est (BSR-AE) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) organise la vingt-et-unième session du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) du 7 au 9 novembre 2017 à Moroni, aux Comores. Le CIE, créé par l'Assemblée Générale des Nations Unies, est l'organe statutaire du Bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Est. Il comprend des représentants des quatorze États membres¹ couverts par le bureau ainsi que des Communautés économiques régionales (CER), des organisations intergouvernementales (OIG) de la région, des partenaires du développement, des centres de recherche et d'autres parties prenantes.

Le CIE se réunit tous les ans pour définir et discuter de la mise en œuvre du programme de travail du Bureau de la CEA pour l'Afrique de l'Est et pour débattre des principaux enjeux et défis liés au développement économique et social de la région afin de formuler des recommandations appropriées. En outre, le CIE est un forum qui permet de renforcer les partenariats et la coopération entre les parties prenantes pour soutenir l'intégration régionale et accélérer le développement économique.

Le CIE est organisé chaque année par un Etat membre de la sous-région. La 20^{ème} réunion du CIE s'est déroulée à Nairobi, au Kenya, du 8 au 11 février 2016 sous le thème « Institutions, décentralisation et transformation structurelle en Afrique de l'Est ». Le bureau actuel du CIE se compose comme suit : Kenya (président), Union des Comores (1^{er} vice-président), Érythrée (2^{ème} vice-président), Seychelles (rapporteur). Le thème du CIE pour 2017 est « *Croissance et transformation en Afrique de l'Est : Accélérateurs et freins.* »

II. Justification du thème du 21ème CIE

Au cours des cinq dernières années, le CIE a fortement soutenu l'idée selon laquelle la croissance de l'Afrique ne peut être durable sans une transformation structurelle en profondeur. A cet effet, la CEA a publié un certain nombre de rapports² examinant la manière de transformer encore plus profondément nos sociétés et nos économies.

¹ Burundi, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Rwanda, Ouganda, Seychelles, Somalie, Soudan du Sud et Tanzanie...

² CEA (2017) Rapport économique sur l'Afrique 2017 : L'industrialisation et l'urbanisation au service de la transformation de l'Afrique. CEA (2016) Rapport économique sur l'Afrique 2016 : Vers une industrialisation verte en Afrique. CEA (2015) Rapport économique sur l'Afrique 2015 : L'industrialisation par le commerce. CEA (2014) Rapport économique sur l'Afrique 2014: Politique industrielle dynamique en Afrique : Institutions innovantes, processus efficaces et mécanismes flexibles. CEA (2013) Rapport économique sur l'Afrique 2013 : Tirer le plus grand profit des produits de base africains : l'industrialisation au service de la croissance, de l'emploi et de la transformation économique. CEA (2016) Le cadre macroéconomique de la transformation structurelle des économies africaines. CEA (2016) Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique. CEA : Addis-Abeba

Parallèlement, la CEA a déployé des efforts considérables pour comparer la performance des différents pays dans les principaux secteurs (macroéconomique, social, énergétique, touristique, etc.).

Ce travail est reflété dans notre profil sous-régional. La CEA va commencer par présenter la version projet du profil sous-régional réalisé par le BSR-AE afin de discuter des secteurs où les États membres ont accompli des progrès ainsi que ceux où des efforts supplémentaires sont nécessaires. Une séance de discussion suivra ensuite portant sur les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) au niveau continental.

- **Présentation des évolutions macroéconomiques et sociales en Afrique de l'Est 2016-17**

Les économies de la région ont été performantes au cours de la dernière décennie, mais elles ont été confrontées à des instabilités croissantes. Bien que les taux de croissance moyens aient été parmi les plus rapides en Afrique, l'évolution du revenu par habitant a été beaucoup plus modeste. Cette séance d'introduction passera en revue les progrès et les défis récents en matière de performance économique. Les enjeux à long terme liés au rythme de la transformation structurelle, à la mobilisation des ressources intérieures, à l'investissement étranger, aux obstacles en termes d'infrastructures et aux défis sociaux seront discutés dans une perspective comparative.

- **Rapport sur la troisième session du Forum régional africain sur le développement durable**

Depuis 2015, le Forum Régional de l'Afrique est organisé chaque année dans le but de suivre et d'examiner la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable et de l'Agenda 2063 pour l'Afrique. La réunion de 2017 qui s'est tenue à Addis Abeba du 17 au 19 mai était centrée sur les problèmes liés à la sécurité alimentaire, à la promotion de l'égalité de genre, à l'industrialisation et au développement durable des ressources océaniques, maritimes et marines. Cette session présentera les messages clés émanant de ce Forum.

Après la présentation des résultats régionaux et la discussion sur les ODD et l'Agenda 2063, la réunion va discuter des différents secteurs où il existe des opportunités ("accélérateurs") ou d'importants obstacles ("freins") pour parvenir à une croissance durable et à de meilleurs résultats en matière de développement.

Parmi les thèmes de discussion figurent :

Accélérateurs

1. L'économie bleue

Notre bureau s'est fait le chantre de l'économie bleue depuis la réunion du CIE à Madagascar en 2015. Cette session examinera les opportunités liées à l'économie bleue en Afrique de l'Est, suite à la récente publication par la CEA du *Guide pratique de l'économie bleue pour l'Afrique*.

Ce sera l'occasion de sensibiliser au potentiel de l'économie bleue. La session présentera des exemples de bonnes pratiques dans les domaines de l'exploitation minière en haute-mer, de la pêche et de la gestion des ports, qui pourraient être reprises.

2. Infrastructures et industrialisation

Les pays d'Afrique de l'Est aspirent à s'industrialiser et poursuivent des stratégies pour faciliter la croissance industrielle. Le développement des infrastructures est un élément essentiel de cette stratégie. Cette session soulèvera des questions clés dans le débat sur le rôle des infrastructures dans la promotion du programme d'industrialisation de l'Afrique de l'Est, partagera les expériences nationales et régionales, et examinera les défis et les options pour le financement des infrastructures.

3. Compétitivité du secteur touristique

En général, le tourisme n'est pas associé à des activités à forte valeur ajoutée. C'est pourtant un moteur important de la transformation structurelle. Dans un certain nombre de pays de la sous-région, le tourisme est devenu un secteur majeur de l'économie à travers sa contribution au PIB, tout en étant le principal fournisseur de devises et également le pourvoyeur de nombreuses opportunités d'emploi. De plus, la région dispose un potentiel énorme encore largement inexploité. Cela est dû principalement à l'absence de compétitivité dans le secteur. Cette session fournira un aperçu des principaux enjeux liés à la compétitivité du secteur et discutera des solutions potentielles en matière de politiques publiques.

Freins

1. Miser sur la réussite ? Optimiser le secteur bancaire pour accélérer la transformation structurelle

L'un des principaux freins à la croissance et la transformation structurelle dans la sous-région a été le manque de financement. Les enquêtes auprès des entreprises de la région ne cessent de signaler la difficulté et le côté extrêmement prohibitif de l'accès au crédit.

Les ratios du crédit par rapport au PIB sont parmi les plus bas du monde. Les décideurs sont de plus en plus préoccupés par l'incapacité du secteur bancaire à fournir suffisamment de crédit pour le développement du secteur privé (en témoigne le plafond sur les taux d'intérêt instauré au Kenya en 2016). Pour les pays en développement, l'expérience passée indique que le secteur bancaire peut jouer un rôle crucial en mobilisant les ressources pour accélérer le développement. Les pays de la sous-région ont adopté différentes stratégies pour développer leurs propres secteurs bancaires. Cette séance va inviter les experts internationaux à analyser comment le secteur bancaire pourrait mieux jouer son rôle de soutien au développement du secteur privé.

2. Les régimes de taux de change : Options et implications politiques

Dans le contexte de déficits importants de la balance des paiements, les économies de la région souffrent d'une vulnérabilité aiguë aux fluctuations des taux de change. Les pays de la région ont abordé ce défi de différentes façons : certains ont adopté un régime de changes fixes, d'autres flottants, d'autres encore ont opté pour des arrangements intermédiaires. Cette session parallèle traitera des conséquences macroéconomiques des différents régimes de taux de change et de la manière dont les pays de la région ont relevé ces défis. Une attention particulière sera accordée aux plans de la Communauté de l'Afrique de l'Est pour établir une union monétaire d'ici 2024.

3. Catalyser le développement du secteur privé en Afrique de l'Est

L'une des caractéristiques communes des économies régionales est la faiblesse relative du secteur privé. Dans un certain sens, cela est paradoxal car les enquêtes suggèrent que les Africains de l'Est sont extraordinairement entrepreneurs. Cette session explorera ce paradoxe apparent et discutera des politiques et des mesures qui peuvent être mises en œuvre pour catalyser la participation du secteur privé à la réalisation des aspirations de développement de la région. En utilisant les informations issues des enquêtes commerciales réalisées dans toute la région, la session identifiera les domaines dans lesquels des réformes auraient un impact plus positif.

La séance finale de la réunion va s'intéresser de plus près l'histoire du développement dans le pays hôte – l'Union des Comores, en soulignant les récents progrès et les défis qui persistent.

- **Séance spéciale sur les Comores : Stratégies vers l'émergence**

Les Comores sont sur le chemin de la reprise économique. La croissance du PIB devrait atteindre 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018. La vision à long terme du Gouvernement est de faire des Comores une économie émergente d'ici à 2040. Cependant, de nombreux défis demeurent. En tant que Petit État Insulaire en Développement (PEID), les Comores font face à un certain nombre de défis tels que le changement climatique, le déficit en termes d'infrastructures et d'énergie.

La session organisée conjointement par le Gouvernement de l'Union des Comores, le PNUD et la CEA vise à donner un aperçu sur l'Union des Comores. Elle mettra également en avant la Stratégie pour la croissance accélérée et le développement durable (SCA2D), le plan quinquennal de développement lancé en 2015. Enfin, la dernière partie de la session se concentrera sur le secteur de l'énergie.

III. Objectifs de la 21^{ème} réunion du CIE

L'objectif principal de la 21^{ème} réunion du CIE est d'examiner les questions liées au mandat et au fonctionnement du BSR-AE, d'évaluer la situation économique et sociale de la sous-région, de créer des partenariats afin de développer la coopération et l'intégration régionales, et d'identifier et de discuter des accélérateurs et des freins à la croissance et à la transformation en Afrique de l'Est.

IV. Format de la 21^{ème} réunion du CIE

La 21^{ème} réunion du CIE se tiendra en séances plénières qui seront organisées comme suit :

- Présentation des évolutions macroéconomiques et sociales en Afrique de l'Est 2016-17
- Rapport de la troisième session du Forum régional africain sur le développement durable
- L'économie bleue : comment optimiser son potentiel
- Infrastructures régionales et industrialisation
- Politiques d'amélioration de la compétitivité du secteur touristique
- Miser sur la réussite ? Optimiser le secteur bancaire pour accélérer la transformation structurelle
- Les Comores : Stratégies vers l'émergence

En marge des séances plénières, deux séances parallèles (AEGM) seront organisées au cours de lesquelles des documents d'information seront présentés et discutés.

- Régimes de taux de change : options et implications politiques
- Catalyser le développement du secteur privé en Afrique de l'Est

Les rapports des AEGM seront présentés en séance plénière, à la clôture du CIE.

V. Résultats attendus

Les résultats suivants sont attendus du 21^{ème} CIE :

- a. Un consensus sur les mesures politiques qui pourraient être adoptées afin de surmonter certains des principaux obstacles à la croissance et au développement de la région ;
- b. L'identification de principaux domaines où il existe des opportunités inexploitées de croissance ;
- c. Des commentaires sur le programme de travail de la CEA et sur la manière de mieux l'adapter aux besoins des Etats membres ;
- d. Une meilleure compréhension des progrès et des difficultés des Comores sur le plan économique et social.

VI. Participation

Le 21^{ème} CIE réunira des représentants de haut niveau des États membres de l'Afrique de l'Est, des CER et des OIG. Seront également présents des représentants du secteur privé, des organisations de la société civile, des médias et d'autres parties prenantes.

VII. Dates et lieu

La réunion du CIE sera organisée à l'hôtel Retaj à Moroni, aux Comores du 7 au 9 novembre 2017.

VIII. Langues de travail de la réunion

Les langues de travail de la CEA sont le français et l'anglais. Des services d'interprétation simultanée seront assurés.

IX. Contacts

Pour de plus amples renseignements vous pouvez contacter :

Mr. Andrew Mold

Directeur par intérim

CEA, Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Est

Tel : +250-252 586549 /48

Courriel : mold@un.org

Mme. Marie-Francoise Umulinga

Coordinatrice du CIE

Tel : +250 -788155405

Courriel : umulinga@un.org

Avec copie à l'intention du :

Secrétariat du Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Est (BSR-AE)

Kigali, Rwanda

Tel : +250 -788155401

Courriel : ntakagero@un.org
